



INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

Pour une vague...

édito

révolutionnaire !

Un an après le premier confinement consécutif à l'apparition de l'épidémie de Covid-19, domine l'impression d'un scénario qui se répète : celui d'une vague montante mortelle devenue incontrôlable, imposant l'enfermement durable de millions de personnes, comme l'a à nouveau annoncé Macron le 31/03/2021.

La 3ème vague épidémique : mêmes causes mêmes effets...

La répétition de ce scénario se confirme par de nombreux indicateurs tels que l'augmentation continue du nombre de cas, d'hospitalisations, d'admissions en réanimation, de décès, la multiplication des clusters, notamment dans les établissements scolaires ; et surtout, la saturation de nombreux hôpitaux, qui a conduit des directeurs médicaux de région pari-

sienne, dans une tribune publiée le 28 mars 2021, à évoquer un « tri des patients » sous l'effet d'une « médecine de catastrophe ».

Mais la différence entre la 3ème vague de 2021 et la 1ère vague de 2020, c'est que la responsabilité de Macron et de son gouvernement n'est plus dissimulable derrière le paravent de la surprise, du « *on ne savait pas* » ou de « *la faute au monde d'avant* ». Ne craignons pas de dire aujourd'hui que Macron, ses ministres et sa majorité LREM sont coupables des effets dramatiques produits par leur subordination et celle de l'Etat bourgeois à l'oligarchie monopolistique et financière au détriment de la santé et de la vie des habitants : coupables d'avoir laissé les hôpitaux en sous-capacité d'accueil chronique (7500 lits fermés en 2 ans) ; coupables de n'avoir ni recruté ni revalorisé les personnels soignants en fonction des besoins criants ; coupables de ne pas avoir procédé à la réquisition complète et sans compensation des cliniques privées ; coupables d'avoir laissé sans protection suffisante, dans leurs entreprises, des milliers de travailleurs ; coupables de n'avoir donné aucun moyen supplémentaire aux établissements scolaires pour réaliser des protocoles sanitaires efficaces ; coupables des retards pris dans la campagne de vaccination ; coupables des demi-mesures « anti-Covid » guidés par les intérêts des Monopoles.

Qui paie la crise ? Et qui s'en repaît ?

Cette culpabilité directe, de la part du gouvernement Macron/Castex, dans le drame sanitaire en cours, se double d'une autre responsabilité, également produite par la loi fondamentale du système capitaliste : ne pas toucher aux profits implique de faire payer la crise aux seuls travailleuses et travailleurs. C'est ainsi que, d'un côté, des milliards sont distribués sans condition aux entreprises y compris des-

tructrices d'emplois, tandis que des économies doivent être réalisées sur le dos des salariés et des privés d'emploi, à travers la réforme scélérate de l'Assurance-Chômage, les restrictions budgétaires, le gel des salaires, les privatisations prévues comme celle d'EDF...

Et pendant ce temps, on voit s'allonger la liste des monopoles qui se sont gavés de profits à la faveur de la crise sanitaire : Amazon (+ 40 % de chiffre d'affaires en 2020), Deliveroo (+ 64%), Microsoft, Sony (+ 40%), Carrefour (+ 7,8 % de ventes, « meilleurs résultats depuis 20 ans » !) ; on voit s'amplifier le processus des fusions ou achats (comme par exemple celui de Suez par Veolia, créant un monopole privé de la gestion et du traitement de l'eau potable et des déchets).

Bien sûr, d'autres monopoles connaissent une forte baisse d'activité (pour la plupart momentanée ou segmentée), dans les secteurs de l'aéronautique, du pétrole, de l'hôtellerie, par exemple, mais ils bénéficient des aides d'un Etat qui n'a rien à redire à leurs plans de licenciements massifs, ni aux mesures de chantage visant à baisser les salaires et à augmenter le temps de travail.

Ni fatalité, ni Etat protecteur, ni illusions électorales... : se sauver par les luttes !

On voit par ce qui précède que, sans lutte, il n'y a rien à attendre d'un Etat qui ne « protège » que les profits, non seulement par le transfert d'argent public et par ses politiques antisociales, mais aussi par ses multiples manipulations idéologiques, médiatiques, et par toutes les mesures liberticides et répressives destinées à endiguer la vague montante des luttes.

Car ni l'état d'urgence ni les couvre-feux n'empêchent les luttes, parfois remarquables, de se multiplier. Saluons, par exemple, les mouvements de grève menés en mars pour les salaires (Carrefour, Agents d'accueil...), les conditions de travail (Postiers, Agents d'entretien de l'AP-HP...), les

emplois (Roissy, Métallurgie aveyronnaise...), la réouverture des lieux de culture et le retrait de la réforme sur l'Assurance-Chômage (occupation de plus d'une soixantaine de théâtres depuis le 4 mars)... !

Toutes ces luttes, en convergeant, en devenant massives et en ciblant les responsabilités politiques des gouvernants, au-delà de celles des employeurs, sont seules à même de faire reculer le capital. Les manœuvres électoralistes à l'œuvre, en ce moment, en vue des régionales de juin, puis des présidentielles de 2022, nous rappellent également le caractère illusoire du « jeu démocratique » organisé par l'Etat bourgeois : à droite, on se prépare prioritairement au duel Macron/Le Pen, en surfant sur la vague sécuritaire et xénophobe tout en faisant mine de diaboliser le RN ; à gauche, les listes communes PS-PCF fleurissent à nouveau, tandis que « l'insoumis » Mélenchon joue les marchands de tapis auprès des Verts pour avoir une tête de liste aux régionales, EELV ayant la prétention de faire cavalier seul dans la plupart des régions...

Toutes ces tractations politiciennes n'apporteront aucune perspective d'amélioration des conditions de vie et de travail pour les travailleurs, la jeunesse et les retraités, comme l'ont montré toutes les expériences d'alternance politique vécues depuis des décennies dans notre pays.

Seul un puissant front de luttes, animé par une aile anticapitaliste à l'offensive contre l'axe Etat-patronat, permettra d'arracher des concessions au capital. Le PCRF, qui vient de lancer dans ce sens ses campagnes « *Accusons le capitalisme !* », par exemple « *Contre la vie chère* » et « *Pour l'emploi* », « *Pour la santé* », veut participer activement à la mise en mouvement de ce front de luttes.

Pour ce faire, il a besoin d'être rejoint par toutes celles et tous ceux qui, comme il y a 150 ans les Communards de Paris, aspirent à « faire la révolution d'abord » (Louise Michel), pour penser et réaliser le « monde d'après », celui du socialisme-communisme.

SOMMAIRE

P. 2 : Faire converger les luttes / PSE : Kézako ?

P. 3 : Campagne pour nos emplois / Assurance - Chômage

P. 4 : Santé au travail / Autocratie macronienne

P. 5 : Tournant sécuritaire / EDF (Hercule-Clamadieu)

P. 6 : L'Outre-mer et le virus du colonialisme / Françafrique

P. 7 : Israël - Palestine

P. 8 : 8ème Congrès du PTCorée / Rencontre KKE-PCRF

P. 9 : Déclaration de Solidnet sur la crise sanitaire / Hommage à nos camarades Robert et Jacky

P. 10 : La Commune de Paris / Zéphirin Camélinat

**Prolétaires de tous les pays,
Unissez-vous !**

